

Je pourrais choisir de vous parler des ultimes affaires et autres scandales qui secouent encore l'actualité entre l'Union européenne et la Hongrie, entendez par là la nouvelle Constitution qui passe avec beaucoup de difficultés l'examen de passage au parlement ou encore la campagne anti-IGV lancée en Hongrie et qui aurait été financée par un fonds public européen à laquelle il n'était pas destiné.

Mais une fois n'est pas coutume, penchons-nous plutôt sur un succès de la diplomatie hongroise. Je veux parler de la future adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Le mérite de cette adhésion sera à l'avantage de la Hongrie qui bien sur ne fut pas la seule à y œuvrer, toutefois comme elle y a mis beaucoup de bonne volonté, elle aura le droit de s'en prévaloir.

C'est officiel depuis vendredi dernier, le 10 juin, la Commission européenne à travers son commissaire à l'Élargissement Stefan Füle a déclaré que la Croatie serait bien le 28e pays membre en juillet 2013, cinq ans après avoir accueilli les derniers entrants, la Roumanie et la Bulgarie. L'affaire est faite, même si la décision devra encore être validée, côté Bruxelles, au dernier sommet de la présidence hongroise, les 23 et 24 juin prochain. Côté Zagreb, ce sera sous forme de référendum que les Croates approuveront ou non l'adhésion. A titre de rappel, les autorités françaises avaient choisi que ce soit les députés qui confirment en son temps cette décision. Mais en Croatie, les nombreux couacs entre l'Union européenne et les Croates sur le chemin de l'élargissement a fait que le gouvernement a dû leur concéder le principe d'un référendum. Vous imaginez le scénario si les Croates faisaient la fine bouche et repoussait la proposition d'adhésion ? Je plaisante bien sur, qui ne serait pas honoré d'intégrer l'Union. En attendant les Croates doivent beaucoup moins fantasmer sur cette intégration que les derniers pays entrants. Ils n'ont qu'à voir comment sont traités la Roumanie et la Bulgarie dans le cadre de l'élargissement de Schengen ou encore l'attitude de certains États avec d'autres face à la crise économique.

Rappelons en effet, que les deux derniers pays entrants viennent à nouveau d'être recalé à l'examen de passage pour entrer dans l'espace Schengen par le Conseil des ministres de l'Intérieur, réuni le 9 juin, toujours pour cause - d'après la France et l'Allemagne, mais elles ne sont pas seules - de manque de bonne volonté à combattre la corruption et de leur capacité à assurer un réel contrôle de leurs frontières contre l'immigration illégale et les trafics. Aujourd'hui dans nos sociétés sur-informées, il est difficile de maintenir crédibles les principes idéalistes soi-disant fondateur de l'Union européenne. Le pragmatisme a toujours existé mais maintenant, il est revendiqué par les pays membres et on peut y voir comme un signe de maturité de l'Union. Aujourd'hui, il est interdit de rêver.



Le général croate Ante
Gotovina (HU-lala)

Alors que l'Union européenne se penche de plus en plus sur les problèmes de corruption en son sein même, elle vient d'ailleurs de mettre en place un nouveau rapport anti-corruption par l'intermédiaire de son commissaire aux Affaires intérieures Cécilia Malmström, la Croatie sait

qu'elle reste encore sous le feu des projecteurs sur cette question particulièrement. Aujourd'hui, l'Union européenne ne se contentera plus de promesses, il va falloir les tenir. Et une des affaires, après celle de l'arrestation du général Ante Gotovina, qui tient justement en haleine les Croates, est l'extradition vers Zagreb de leur ancien Premier ministre Ivo Sanader, à la tête du gouvernement de 2003 à 2009 avant de démissionner subitement, arrêté et emprisonné en Autriche, soupçonné de détournement de fonds dans son pays. Mais les Croates ne sont pas les seuls passionnés par l'affaire, l'Union européenne la suit aussi de très près et celle-ci est perçue comme une occasion de montrer la réelle volonté du gouvernement croate de lutter contre la corruption. Pendant un temps, cette affaire a même été vécue comme un possible blocage au processus d'adhésion. Ainsi, 16 ans après la guerre, la Croatie sera le prochain pays membre de l'Union européenne, deuxième de la région après la Slovénie en 2004, Slovénie avec qui elle devra d'ailleurs régler quelques problèmes frontaliers, car cela ne fait pas sérieux au sein de l'Union. Elle symbolisera à n'en pas douter la porte ouverte aux futures adhésions serbe, monténégrine et macédonienne pour les mieux placées, même si le chemin semble encore long. Mais la vraie question est de savoir si elle le symbolisera aussi pour la Turquie, ultime pays des Balkans ?

Aujourd'hui Ankara a le vent en poupe économiquement et sur la scène internationale. Le regard de certains Européens hostiles à son entrée dans l'Union va-t-il évoluer ou rester bloquer sur les problèmes chypriote et des exigences européennes en matière de droits fondamentaux ? Mais ceci est une autre histoire.

Articles liés :

- [Elargissement de l'espace Schengen : les velléités hongroises ne suffiront pas](#)
- [Elargissements de l'UE : les divergences franco-hongroises](#)
- [« L'autre » Orban parle d'Europe à Paris](#)
- [UE : l'opération séduction de Viktor Orban](#)

Les précédentes chroniques de Cécile Vrain :

- [Le dilemme politico-économique biélorusse et les enjeux électoraux en Lettonie et en Macédoine](#)
- [Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE](#)
- [Les conséquences de l'affaire DSK en Europe](#)
- [Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne](#)
- [L'UE va à contre-courant dans les Balkans d'après Viktor Orban. Et la Hongrie ?](#)
- [Catherine Ashton : une « erreur de casting » ?](#)
- [Nouvelle constitution : le passé d'une illusion](#)